

Mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne: aide à la Croatie et la Pologne en lien avec une catastrophe naturelle et versement d'avances à la Croatie, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne en lien avec une urgence de santé publique

2020/0299(BUD) - 24/11/2020 - Texte budgétaire adopté du Parlement

Le Parlement européen a adopté par 682 voix pour, 8 contre et 2 abstentions, une résolution sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE) pour venir en aide à la Croatie et à la Pologne en rapport avec une catastrophe naturelle et pour verser des avances à l'Allemagne, à la Croatie, à l'Espagne, à la Grèce, à la Hongrie, à l'Irlande et au Portugal en rapport avec une urgence de santé publique.

Pour rappel, le 10 juin 2020, la Croatie a présenté une demande d'intervention du Fonds à la suite du tremblement de terre de mars 2020 qui a touché la ville de Zagreb et les comitats de Zagreb et de Krapina-Zagorje. Le 24 août 2020, la Pologne a présenté une demande d'intervention du Fonds à la suite des inondations de juin 2020 dans la voïvodie des Basses-Carpates.

Le 24 juin 2020, la Croatie, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne ont présenté des demandes d'intervention du Fonds sous forme de versement d'une avance en rapport avec une urgence de santé publique majeure causée par la pandémie de COVID-19 au début de l'année 2020.

Le Parlement a approuvé la proposition de décision visant à mobiliser le FSUE dans le cadre du budget 2020 comme suit en crédits d'engagement et de paiement :

- 8 462 280 EUR pour la Croatie;
- 15 499 409 EUR pour l'Allemagne;
- 4 535 700 EUR pour la Grèce;
- 26 587 069 EUR pour la Hongrie;
- 23 279 441 EUR pour l'Irlande;
- 37 528 511 EUR pour le Portugal;
- 16 844 420 EUR pour l'Espagne.

Les députés ont salué cette décision comme un signe de la solidarité de l'Union avec les citoyens de l'Union et les régions touchées par des catastrophes naturelles et par une situation d'urgence de santé publique majeure causée par la pandémie de COVID-19 début 2020. Ils ont souligné l'urgence de débloquer, par l'intermédiaire du FSUE, une aide financière en faveur des régions touchées.